

a fait une montagne. Puis, le texte complet ayant été rendu public, la crise s'est très vite terminée. Mais elle a, sans doute, encore fait du tort à la réputation de ce...

L'hon. M. Fleming: Il n'y a pas eu de crise.

L'hon. M. Pearson: Elle a encore fait du tort à la réputation de notre pays à l'étranger.

L'hon. M. Fleming: Non.

L'hon. M. Pearson: Le ministre dit encore une fois «non». Je consignerai donc quelques citations au compte rendu.

L'hon. M. Fleming: Oui, quelques autres citations du même genre.

L'hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, si seulement le ministre avouait quelquefois qu'il a fait une erreur, que les choses ont parfois mal marché et qu'on essaye maintenant d'améliorer la situation...

M. Benidickson: Vous demandez l'impossible.

L'hon. M. Fleming: Le représentant...

M. l'Orateur: A l'ordre! Si le ministre désire poser une question, il devrait se lever.

L'hon. M. Chevrier: Il ne se lève jamais. Il ne cesse d'interrompre de son siège.

L'hon. M. Fleming: Monsieur l'Orateur, j'acquiesce volontiers à l'invitation, si l'honorable représentant me permet de lui poser une question.

L'hon. M. Pearson: Bien entendu!

L'hon. M. Fleming: L'honorable représentant prétend-il que nous n'aurions pas dû tenter d'obtenir le texte intégral du discours qui avait trait à une question si importante pour le Canada et les intérêts des Canadiens?

L'hon. M. Pearson: Tout dépend de l'envie de renseignements qu'on a donnés au gouvernement dans le résumé. Si le gouvernement avait tous les renseignements nécessaires dans le résumé—et je reviendrai là-dessus...

L'hon. M. Hellyer: Ne faites-vous pas confiance aux Britanniques?

Une voix: Ils ne font pas confiance aux Britanniques.

L'hon. M. Fleming: C'est faux!

L'hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, je regrette d'avoir à prolonger ainsi mon discours, mais je dois verser au compte rendu bon nombre de ces déclarations car le ministre n'avouera jamais qu'il fait fausse route. Non seulement est-il omniscient: il est infaillible. Ainsi, quand il répète à qui veut bien l'entendre que ceux qui expriment une

opinion contraire à la sienne sont de vils menteurs, nous devons révéler dans cette enceinte les noms de ces personnes qui ne partagent pas son avis.

Je soutiens que ces événements ont nui à la bonne réputation du gouvernement du Canada à l'étranger. Je suis donc tenu d'étayer cette assertion par des preuves. C'est bien ce que je me propose de faire.

Voici une citation que je relève dans le numéro du 1^{er} décembre 1961 d'un hebdomadaire de Londres, qui jouit d'une grande réputation, *The Spectator*:

La publication du texte intégral du discours que M. Heath a prononcé à Paris devant le groupe des Six montre clairement que toutes les histoires qu'on a faites la semaine dernière sont injustifiées. Loin de profiter de la pénombre de la salle où s'est tenue la conférence pour jeter le Commonwealth par-dessus bord, le gouvernement britannique semble avoir défendu les intérêts du Commonwealth à tel point que même le ministre des Finances du Canada devrait en être impressionné.

Je soutiens que le gouvernement le savait et qu'il a détourné les esprits de façon assez ridicule avec cette question de refus de consultation, qu'il a fait mine d'être chagriné et consterné, tout simplement pour cacher ses propres bêtises et ses propres erreurs derrière cet écran de fumée.

L'hon. M. Fleming: Sottises!

L'hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, j'espère que toutes ces interruptions très profondes et très sages du ministre sont consignées au hasard. Je ne voudrais pas qu'on en manque une seule. Sa dernière remarque a été «Sottises».

Si le gouvernement voulait réellement la consultation la plus complète et s'il voulait se tenir le plus possible au courant, grâce à ses contacts avec les Britanniques, au sujet de leur demande d'association avec le Marché commun, pourquoi, il y a des mois, le gouvernement—comme on le lui avait demandé—n'a-t-il pas envoyé des délégués spéciaux ou au moins un délégué spécial à Bruxelles afin de savoir ce qui s'y passait.

Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas accepté l'invitation du gouvernement britannique qui lui a demandé d'envoyer une liste des denrées auxquelles il était particulièrement intéressé et qui seraient plus particulièrement touchées par ce qui se passait, et de s'intéresser de façon toute particulière à la façon dont le Canada serait touché?

Pourquoi le gouvernement a-t-il refusé cette invitation alors que maintenant, après une seconde visite au Canada de M. Heath et une amélioration de l'état de choses, le gouvernement fait grand état du fait qu'il envoie des représentants à Bruxelles en 1962?